

Decodex, Check news : les officines de la vérité du Monde ou de Libé...

Apparu aux États-Unis dans les années 90, le « fact-checking » s'est donné pour but de dépister le manque d'objectivité dans le traitement de l'information. Il prend surtout son essor après les attentats du 11 septembre 2001, comme une volonté de répondre aux théories dites complotistes.

Le problème est que l'appréciation de cette « objectivité » repose sur des critères, eux-mêmes définis par des services spécialisés qui se sont multipliés au sein des grands groupes de presse.

En France, un « observatoire des médias », ACRIMED, a vu le jour en 1996 afin de dénoncer les dérives journalistiques, la marchandisation de l'information et les tentations complotistes. Cette initiative a abouti à la production de l'émission « Arrêts sur image » de France 5.

On peut s'interroger sur le bien-fondé de tels services car n'est-il pas du devoir de chaque journaliste de vérifier minutieusement l'exactitude des faits qu'il traite ? La déontologie journalistique serait-elle en perte de vitesse ?



Le développement de l'internet a révolutionné l'information.

Les sources d'information se sont multipliées et sont accessibles à tous en quelques clics. Les sites de réinformation se sont professionnalisés, au point de devenir de dangereux concurrents. Ce nivellement est vécu par la profession comme une perte de pouvoir dont profitent les réseaux sociaux. L'hostilité des Gilets jaunes envers certains journalistes est bien révélatrice de la perte de confiance dans les médias jugés trop proches du pouvoir.



<https://ripostelaique.com/samuel-laurent-un-flic-de-macron-deguise-en-journaliste-du-monde.html>

L'institution du *fact checking* ne vise qu'à rétablir une légitimité professionnelle perdue. Il ne s'agit pas de tendre vers une certaine forme d'excellence mais plutôt de s'immiscer dans l'information délivrée par les autres. Prétendant « déjouer la désinformation », il s'agit en fait de vouloir contrôler l'information, quels que soient les canaux par lesquels elle passe.

Ces services s'adressent donc directement au grand public par le biais de plateformes internet sur lesquelles les internautes sont invités à poser leurs questions ou bien à faire part de leurs interrogations. C'est le fameux « **décodex** » du Monde ou le « **désintox** » de Libération. Des "réponses" sont ensuite mises en lignes ou publiées sur papier dans des rubriques spécialisées.

https://www.liberation.fr/desintox/2017/03/27/desintox-qui-somme-nous_1558052



Une info jugée suspecte est ainsi recadrée, et l'on vous dit ce qu'il faut en penser et si ceux qui l'ont divulguée ont commis une erreur ou non.

Le *fact checking* est devenu un sport très en vogue, vecteur de belles perspectives de carrières ! Il est désormais enseigné dans les écoles de journalisme.

Ainsi, en délivrant des certificats de vérité, ces services organisent une véritable police de l'information, qui ne se limite pas à la seule actualité. Cette police est partout : même l'AFP (Agence France Presse) dispose d'un tel service, sans compter Google, YouTube ou Facebook, qui filtrent les informations déposées par les internautes sur ses fameuses « pages », grâce à de puissants robots. Cela permet d'éconduire les contrevenants au politiquement correct : comme des élèves punis à l'école, ils seront exclus du site, d'abord temporairement, voire définitivement en cas de récidive.

<https://page.afp.com/factchecking-fr.html>

L'enjeu est de taille puisqu'il s'agit d'imposer « sa » vérité à tous les autres, sous couvert de scientificité. Il n'est pas étonnant que les grands quotidiens se soient rebellés lorsque le gouvernement a voulu se placer sur le marché du *fact checking* en créant son propre site « DESINFOX » : le syndicat national des journalistes (le SNJ) a immédiatement déposé une plainte en référé devant le Conseil d'État **pour ingérence manifeste des autorités publiques dans la liberté de la presse**. En réalité, sous couvert de vouloir défendre la neutralité du service public, le SNJ voyait d'un mauvais œil

le contrôle de l'information lui échapper. Suite à cette offensive juridique, le gouvernement a fait marche arrière en supprimant de son site, en mai dernier, sa page DESINFOX-CORONAVIRUS, ce qui au passage n'a pas été pour nous déplaire !



https://www.liberation.fr/direct/element/le-syndicat-des-journalistes-saisit-le-conseil-detat-pour-faire-supprimer-desinfox-coronavirus_113163/

Mais revenons à Checknews de Libération et prenons pour exemple la question suivante posée récemment : « Y a-t-il de plus en plus de violences en France depuis trente ans ? »



Elle faisait suite à l'intervention du sociologue Laurent Mucchielli sur BFM TV le 13 août dernier. Ce dernier, niant l'ensauvagement de la France, affirmait qu'il y avait moins de violence qu'il y a trente ans. Même Gilles Clavreul, bien

connu de nos lecteurs, avait contesté cette affirmation.

https://www.bfmtv.com/societe/laurent-mucchielli-cnrs-il-n-y-a-pas-plus-de-violences-interpersonnelles-dans-la-societe-d-aujourd-hui-par-rapport-a-celle-d-il-y-a-20-ou-30-ans_VN-202008130169.html

Invité à donner son avis, le service de *fact checking* botte en touche en nous expliquant qu'une analyse fine des statistiques ne permettait pas de conclure... Ainsi on peut lire : « *Observer l'évolution de la « violence » depuis trente ans suppose aussi de disposer d'une continuité statistique permettant une étude sur le temps long. Ce qui est rendu compliqué notamment par des évolutions dans la manière de collecter les informations, qui provoquent des ruptures statistiques (...)* Il s'agit de remontées administratives qu'il convient de prendre avec des pincettes ». Merci Libé pour le coup de pouce au petit copain du CNRS !

https://www.liberation.fr/checknews/2020/08/21/peut-on-dire-qu-il-y-a-de-plus-en-plus-de-violences-en-france-depuis-trente-ans_1797192?xtor=EREC-21-%5Bchecknews%5D&actId=ebwp0YMB8s1_0GEGSsDRkNUcvuQDVN7a57ET3fWtrS-iUC8EMJQxKv04-6yi5-oL&actCampaignType=CAMPAIGN_MAIL&actSource=504232

<https://ripostelaique.com/laurent-mucchielli-un-negationniste-de-la-delinquance-deguise-en-sociologue.html>

Mais les activités du service de Libération ne se limitent pas à la gestion des plateformes et l'on sait passer de l'investigation à l'inquisition. C'est ainsi que la généticienne Alexandra Henrion-Caude a reçu un courrier de Checknews de Libération, animé par **Jacques Pezet**, lui demandant des comptes sur les propos qu'elle avait tenus sur un plateau de TV Libertés à propos du coronavirus.

<https://www.tvlibertes.com/zoom-covid-19-la-geneticienne-alexandra-henrion-caude-vous-dit-tout>



Nous ne pouvons hélas reproduire ici ce courrier, un monument du genre, faute d'avoir obtenu l'accord de la personne concernée, dont nous respectons le souci de discrétion.



Et pourtant, malgré sa fulgurante carrière journalistique à Libération, le parcours du sieur Pezet est loin d'avoir été sans fautes : comme son collègue du journal Le Monde, **Samuel Laurent**, il s'est retrouvé **épinglé à la cérémonie des Bobards d'Or 2017**, suite à une déclaration un peu trop hâtive sur le grand-père de Black-M, **un bobard par précipitation** qui a failli lui valoir un prix ! Il avait d'ailleurs ironiquement regretté de ne pas avoir pu venir chercher une quelconque distinction à l'issue de la soirée !

<https://bobards-dor.fr/bobards-dor-2017/le-grand-pere-tiraille-ur-senegalais-d-août-dernier.-e-black-m-un-bobard-par-precipitation/>

Porter publiquement le discrédit sur une information, c'est la tuer. Voilà la nouvelle forme de censure des temps modernes, nettement plus efficace que la censure frontale !

Hector Poupon